

Le Télégramme

Dans un contexte économique et social difficile, le groupement de porcs Porélia mise sur la formation des jeunes éleveurs pour assurer l'avenir de la filière.

Le contexte est difficile mais « nous sommes optimistes de nature », assure François Pot, président de Porélia, un groupement de porcs dont le siège est à Pleyben (29), qui fédère 201 producteurs bretons (les deux-tiers dans le Finistère). Ce vendredi, lors de l'assemblée générale prévue à Morlaix - qui a été reportée de plusieurs mois en raison du contexte sanitaire -, c'est un bon bilan de l'année 2019 qui sera dressé, avec une activité en hausse de 1,2 %. Pour une production totale de 929 999 porcs. « On sort d'une très bonne année, les producteurs en avaient besoin. La filière, depuis dix ans, a beaucoup souffert en termes de rentabilité. L'année dernière a offert un bol d'air pour les investissements », indique Rachel Richard, la directrice du groupement, qui salarie 38 personnes.

« Prioriser la viande porcine française »

L'heure n'est pas au triomphalisme pour autant. De nouvelles contraintes pèsent sur l'avenir de la filière. À commencer par la crise porcine africaine (FPA), « une crise sanitaire sans précédent qui a sévi dans les pays asiatiques, surtout en Chine. Aujourd'hui, l'épidémie est plus proche de nous. Après la Belgique, il y a deux ans, c'est l'Allemagne qui est désormais touchée », expose François Pot qui se dit « moins inquiet qu'il y a quinze jours ». Et, poursuit-il, « ce qui nous protège, c'est l'étiquetage d'origine. Le consommateur doit prioriser la viande porcine française. On espère que la grande distribution jouera le jeu ».

« Pyramide des âges préoccupante »

Autre contrainte pour les éleveurs de porcs, l'évolution de la législation relative à la castration des mâles. « En 2022, on va passer de l'injection antidouleur à la castration sous anesthésie locale. C'est très compliqué à mettre en place, cela nécessite de la formation. On en est seulement au début de la réflexion, des études sont en cours », indique Christophe Quettier, vice-président de Porélia.

Le Télégramme

Pour assurer la pérennité de la filière, le groupement mise sur la formation des jeunes éleveurs. Sur ces trois dernières années, 21 ont été accompagnés. Soit 10 % du total des adhérents. « La pyramide des âges est préoccupante. 30 à 40 % des éleveurs vont quitter le métier dans cinq à sept ans. On leur apprend à devenir des entrepreneurs autonomes, fiers de leur métier ». La question de la reprise des exploitations est une réalité, qui engendre celle de l'autonomie alimentaire.